

Voilà ce qui nourrit ma révolte et ma colère !



Témoignage de Bernard, membre de l'Association de Solidarité en Essonne des Familles Roumaines Roms

Reportage photo de Jean Larive (jeanlarive@hotmail.fr)



Septembre 2011, Viry-Châtillon –

Je souhaite non seulement témoigner de la situation indigne que subissent actuellement les familles Roms de l'ancienne Gendarmerie à Viry-Châtillon, mais aussi de ma révolte et de ma colère.

A la suite de l'expulsion du mardi 13 septembre des familles Roms vivant sur le terrain appartenant au Conseil Général de l'Essonne, cinquante adultes et quinze enfants installés sur la partie appartenant à l'Office Public Interdépartemental de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines (OPIEVOY) ont été parqués dans un espace très restreint n'ayant accès ni aux toilettes extérieures qu'ils avaient eux-mêmes construites, ni aux poubelles. Le secteur a été délimité par l'OPIEVOY privant l'accès de l'arrière du bâtiment à ses habitants sans tenir compte des besoins des personnes vivant sur place. Faute de place, elles ne pouvaient pas installer de sanitaire sur le terrain. Je suis alors intervenu auprès d'un responsable de l'OPIEVOY pour chercher une solution. Dans le bâtiment, nous avons trouvé des toilettes qui ne fonctionnaient pas. Il a fait brancher l'eau dans les trois toilettes, une à chaque étage. Le lendemain 14 septembre, les familles m'ont appelé pour me signaler qu'une seule des toilettes, celle de l'étage supérieur, pouvait fonctionner, les autres aux étages inférieurs étaient aussitôt engorgées et débordaient !



Au nom de l'ASEFRR, j'ai alors entamé de nombreuses démarches pour essayer de trouver rapidement une solution en faisant notamment appel au service de la communauté d'Agglomération de Viry-Châtillon qui est intervenue. Trois toilettes mobiles ont enfin été installées le 20 septembre.

Malheureusement pour soixante-cinq personnes, c'est encore insuffisant par rapport aux normes d'hygiène. Malgré nos demandes répétées, l'OPIEVOY n'est toujours pas intervenu. Les deux toilettes du bâtiment ne sont toujours pas réparées. Quant au Conseil Général, à ma connaissance, aucun de ses représentants n'est encore passé sur le squat voir dans quelle condition vivent les familles. Le procès est le 4 octobre, d'ici là, une solution plus humaine, tenant compte des besoins des personnes notamment de ceux des enfants scolarisés dans la commune, ne pouvait-elle être trouvée ?

Aujourd'hui à Viry, c'est encore plus de misère, encore plus d'insalubrité, encore plus d'immondices, encore plus de détresse, de non respect de l'individu ! Il devient encore plus difficile aux mamans de maintenir propres leurs enfants pour se rendre à l'école, sans honte. Encore une fois sans le soutien de l'ASEFRR et sans ici l'intervention de la communauté d'agglomération de Viry-Châtillon, les familles seraient restées dans l'abandon. L'indifférence totale des pouvoirs publics face aux conditions de vie des familles roms vouées à toujours plus de précarité nourrit ma révolte. Que l'on impose sciemment à des gens de vivre dans des conditions insalubres pour ensuite le leur reprocher et tirer argument de cette situation pour les exclure et les expulser, voilà ce dont je voulais témoigner aujourd'hui, voilà ce qui nourrit ma révolte et mon engagement au sein de l'ASEFRR !

